



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
INITIATIVE
MADAGASCAR

ENGAGEMENT ET CONTROLE CITOYENS POUR UNE GOUVERNANCE TRANSPARENTE, INTEGRE, REDEVABLE ET LIBEREE DE LA CORRUPTION

Stratégie de lutte contre la corruption 2022 - 2027



**Halte à la corruption ! Ensemble nous y arriverons !
Ny ady amin'ny kolikoly : isika sy ianao no heriny ! Andao e !
Together, let's stop corruption !**

Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) est une association de droit malgache créée en 2000 qui œuvre à la promotion des principes de transparence, de redevabilité et d'intégrité auprès de l'ensemble des acteurs de la société à Madagascar.

TI-MG est une section autonome de la coalition Transparency International (TI), la principale organisation mondiale issue de la société civile spécialisée dans la lutte contre la corruption.

CONTEXTE

Le mouvement Transparency International (TI) s'est doté en 2020 d'une nouvelle stratégie mondiale de lutte contre la corruption pour la période 2021-2030.

Intitulée « Pour un pouvoir qui rend des comptes », cette stratégie a été élaborée en accord avec la vision du mouvement qui est celle

« D'UN MONDE DANS LEQUEL LES ÉTATS, LES ENTREPRISES, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES INDIVIDUS DANS LEUR QUOTIDIEN SONT EXEMPTS DE LA CORRUPTION. »



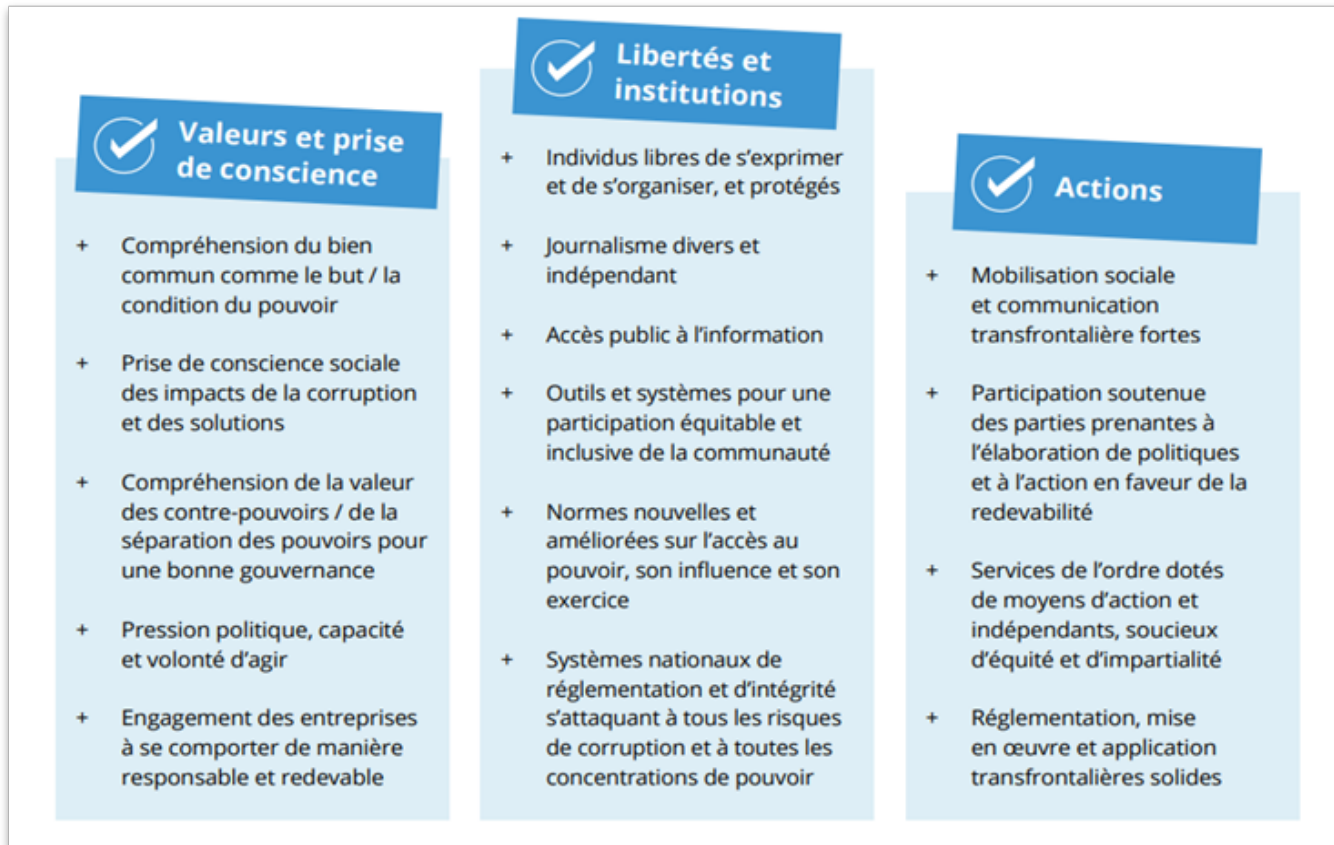
✓ VISION

La mission commune des 110 sections nationales de TI réparties dans le monde entier demeure inchangée :
 « **Mettre un terme à la corruption et favoriser la transparence, la redevabilité et l'intégrité à tous les échelons et dans tous les secteurs de la société.** »

✓ STRATÉGIE

La stratégie 2021-2030 de TI entend « **Agir en faveur d'un pouvoir redevable, pour le bien commun** » et demande à ce que soient renforcées :

- Les valeurs et la conscience sur lesquelles repose le pouvoir
- Les libertés qui permettent aux citoyens de remplir leurs rôles en matière de redevabilité, y compris en créant l'élan politique qui incite les institutions à agir et
- Les actions menées aux niveaux national et international pour assurer la redevabilité de ceux qui détiennent le pouvoir.



Agir en faveur d'un pouvoir redevable, pour le bien commun : les éléments à renforcer
 Source : Stratégie TI 2021-2030, p.14

OBJECTIFS

Pour accomplir sa mission et réaliser sa vision d'un monde dans lequel le pouvoir est redevable, pour le bien commun, Transparency International s'est fixé sept objectifs à l'horizon 2030 :

- + Protéger les ressources publiques
- + Stopper les flux d'argent sale
- + Assurer l'intégrité en politique
- + Inciter à l'intégrité en affaires
- + Assurer l'application de la législation et la justice
- + Elargir l'espace civique pour la redevabilité
- + Renforcer le pouvoir des responsables locaux contre la corruption

Pour se conformer à la **Vision 2030** du mouvement international auquel elle appartient, mais aussi pour asseoir ses priorités en matière de lutte contre la corruption, Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) a décidé de définir une nouvelle **stratégie quinquennale pour la période 2022-2027**.

Intitulée « **Engagement et contrôle citoyens pour une gouvernance transparente, intègre, redevable et libérée de la corruption** », cette stratégie est partie d'un constat mitigé sur l'évolution de la lutte contre la corruption (LCC) à Madagascar.

AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, MADAGASCAR CONNAÎT EN EFFET UN SEMBLANT D'ÉVOLUTION EN LA MATIÈRE :



DES INSTITUTIONS ONT ÉTÉ CRÉÉES



UNE STRATÉGIE NATIONALE A ÉTÉ MISE EN PLACE



DES LOIS ONT ÉTÉ PROMULGUÉES



UNE JURIDICTION SPÉCIALISÉE A ÉTÉ OPÉRATIONNALISÉE



LA LCC FIGURE PARMIS LES PRIORITÉS DU RÉGIME ACTUEL DEPUIS 2019

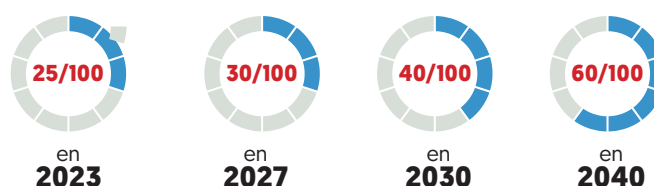
Toutefois, les scores de Madagascar à l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) développé annuellement par TI montrent que le pays se situe encore parmi les mauvais élèves en termes de LCC et que les résultats concrets se font attendre. Le score moyen de Madagascar à l'IPC entre 2012 et 2020 est de 26.6/100, largement inférieur aux moyennes régionales.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Rang	118 /176	127 /177	133 /175	123 /168	145 /176	155 /180	152 /180	158 /180	149 /180	147/ 180
Score	32	28	28	28	26	24	25	24	25	26

L'un des objectifs du Plan Emergence Madagascar (PEM, version octobre 2021) est de « **Lutter contre la corruption à tous les niveaux afin d'améliorer l'environnement des affaires et établir la confiance de la population envers l'Administration** » et le document se réfère à l'IPC comme principal marqueur de progrès.

Ce qui signifie que Madagascar n'atteindra potentiellement le niveau de probité des Seychelles **[66/100 à l'IPC 2020]** ou du Botswana **[60/100 à l'IPC 2020]** qu'en 2040 !

Il ambitionne d'atteindre un score de :

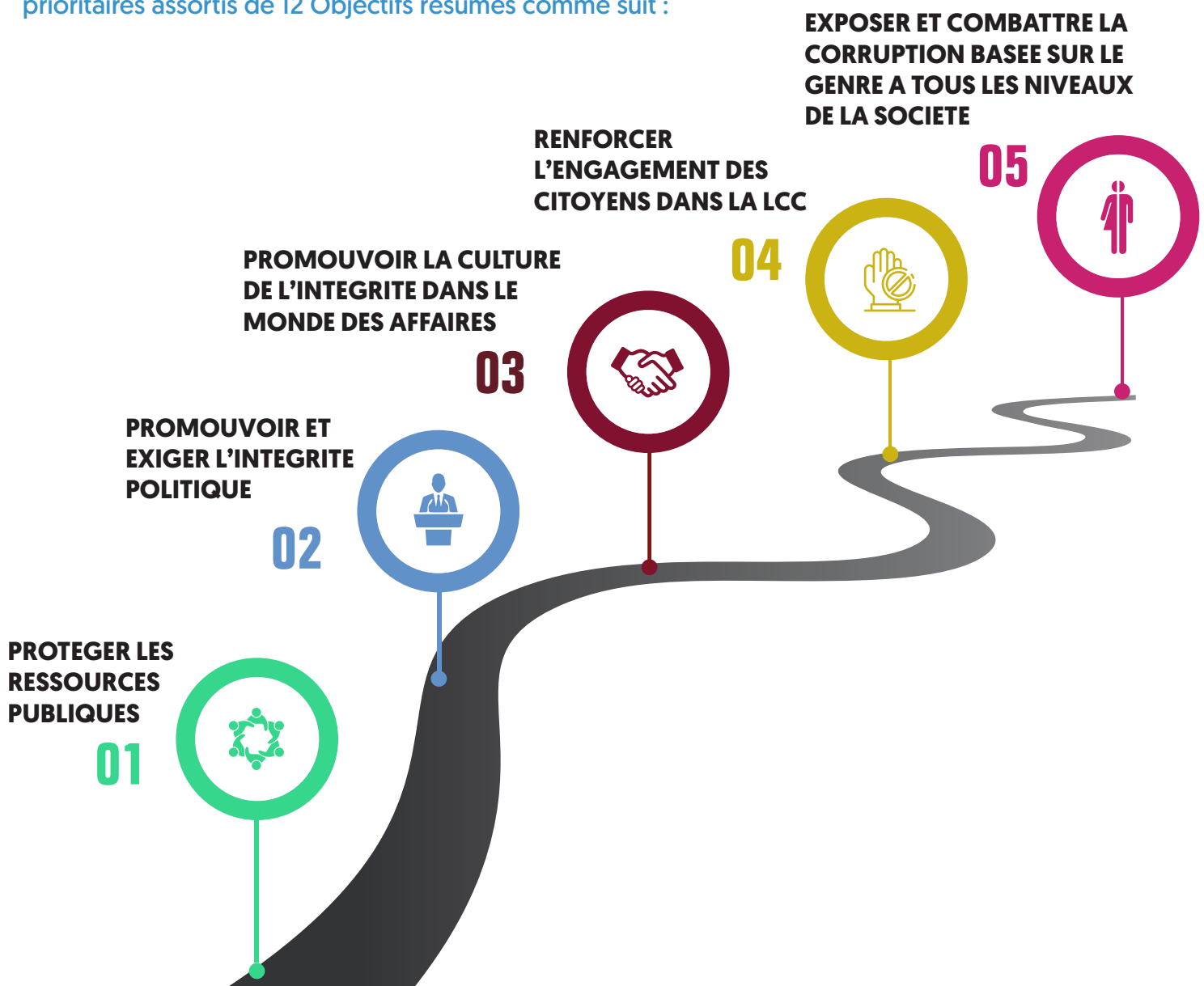


La route est certes longue et parsemée d'embûches mais, forte de sa nouvelle stratégie, TI-MG est déterminée à poursuivre son combat contre la corruption.

NOTRE VISION :

« EN 2027, MADAGASCAR EST UN PAYS OÙ TOUTES LES COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ LUTTENT ACTIVEMENT CONTRE LA CORRUPTION, ET OÙ LE POUVOIR EST EXERCÉ PAR DES PERSONNES INTÈGRES ET REDEVABLES, SOUCIEUSES DU BIEN COMMUN, ET RESPECTUEUSES DE LA TRANSPARENCE DANS LES AFFAIRES PUBLIQUES. »

Pour y parvenir, TI-MG a défini cinq Axes stratégiques prioritaires assortis de 12 Objectifs résumés comme suit :





- + Œuvrer pour un maximum d'ouverture, de transparence et de contrôle dans la passation de marchés publics
- + Inciter les citoyens à dénoncer la corruption, l'abus de pouvoir et les infractions assimilées dans tous les secteurs d'activité, et en priorité dans le secteur public
- + Identifier et dénoncer les acteurs et les réseaux qui favorisent les marchés frauduleux, notamment à travers des investigations journalistiques et la collaboration avec toute source informée et crédible.



- + Contribuer à l'élimination de toute influence indue exercée sur les élections et les nominations politiques
- + Contribuer à l'amélioration de la transparence, de la redevabilité et de l'équité dans l'influence exercée sur la prise de décisions publiques.



- + Collaborer avec les entreprises et les groupements du secteur privé pour instaurer la culture de l'intégrité dans le monde des affaires
- + Renforcer l'efficacité des dénonciations et des sanctions contre la corruption des entreprises.



- + Elargir l'espace civique pour la transparence et la redevabilité
- + Renforcer le discours public pour une meilleure compréhension et une meilleure appropriation des valeurs anti-corruption
- + Contribuer à la formation d'une prochaine génération de dirigeants civiques, publics et privés mieux équipés pour lutter contre la corruption.



- + Influencer les décideurs publics et l'ensemble de la société pour l'initiation de réformes et un changement de comportement visant à tacler les aspects de la corruption liés au genre
- + Intensifier la lutte contre la corruption sexuelle à tous les niveaux de la société.

NOS AXES STRATEGIQUES ET PRIORITAIRES



AXE PRIORITAIRE 1. PROTEGER LES RESSOURCES PUBLIQUES

ŒUVRER POUR UN MAXIMUM D'OUVERTURE, DE TRANSPARENCE ET DE CONTRÔLE DANS LA PASSATION DE MARCHÉS PUBLICS



Plaider pour plus d'intégrité et de transparence dans la passation de marchés et dans l'attribution des aides financières, le choix des investissements et des prêts publics



Nombre d'interpellations et d'actions de plaidoyer réalisées en faveur de la redevabilité et de la transparence des ressources publiques (dons, aides financières)



Contribuer au développement de l'observation indépendante des marchés publics à travers la participation accrue des communautés locales concernées



Nombre de citoyens, de communautés locales et/ou d'organisations de la société civile (OSC) formés et mobilisés pour le suivi de la transparence et de l'utilisation opportune des deniers publics



Identifier et dénoncer les acteurs et les réseaux qui favorisent les marchés frauduleux, notamment à travers des investigations journalistiques et la collaboration avec toute source informée et crédible



Nombre d'investigations journalistiques menées sur la corruption dans le secteur des marchés publics

■ **ŒUVRER POUR UN MAXIMUM D'OUVERTURE, DE TRANSPARENCE ET DE CONTRÔLE DANS LA PASSATION DE MARCHÉS PUBLICS**

- ✓ Intensifier les appels à dénonciation de la corruption adressés aux citoyens, en particulier dans le domaine des services sociaux de base (santé, éducation), de l'accès à la justice, des ressources naturelles et du foncier



Opérationnalisation des Centres d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC) au moins dans les 6 chefs-lieux de province



Augmentation du nombre de dénonciations de la corruption, de l'abus de pouvoir et des infractions assimilées dans les 5 ans à venir

- ✓ Intensifier les actions de plaidoyer en faveur de la transparence dans la gestion des affaires publiques et de l'accès à l'information à caractère public



Adoption de la loi sur l'accès à l'information dans le respect des normes et standards internationaux



Engagement continu des autorités en faveur de la divulgation transparente des informations publiques, surtout de celles liées à la gestion des finances publiques



Nombre de partenariats établis entre les autorités, le secteur privé et la société civile en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance des ressources publiques



AXE PRIORITAIRE 2. PROMOUVOIR ET EXIGER L'INTEGRITE POLITIQUE

CONTRIBUER À L'ÉLIMINATION DE TOUTE INFLUENCE INDUE EXERCÉE SUR LES ÉLECTIONS ET LES NOMINATIONS POLITIQUES

✓ Promouvoir des normes et des réglementations en faveur d'un meilleur contrôle et d'une plus grande transparence des financements politiques (légaux comme illégaux)



Aboutissement du projet de réforme législative visant la transparence des finances électorales et le plafonnement des dépenses de campagnes



Nombre de candidats aux présidentielles 2023 déclarant les sources de leur financement et faisant publiquement état de leurs comptes de campagne

✓ Détecter et signaler les abus de ressources publiques à des fins politiques ou électorales en collaboration avec différents partenaires, et identifier les mécanismes occultes qui donnent un avantage excessif aux intérêts commerciaux, industriels ou criminels dans les élections et les nominations



Nombre d'études de cas, de recherches et d'investigations menées sur le sujet



Nombre de signalements et de dénonciations obtenus par les citoyens et les partenaires

■ CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA TRANSPARENCE, DE LA REDEVABILITÉ ET DE L'ÉQUITÉ DANS L'INFLUENCE EXERCÉE SUR LA PRISE DE DÉCISIONS PUBLIQUES

- ✓ Plaider en faveur de nouvelles normes pour réduire l'influence excessive des entreprises ayant un fort impact sur la vie publique et politique, sur les lois, les réglementations, les politiques et les processus démocratiques



Nombre d'interpellations et d'actions de plaidoyer effectuées sur le sujet

- ✓ Défendre et renforcer les contre-pouvoirs opposés aux décisions publiques, par le biais de normes parlementaires plus rigoureuses, de formations, de conseils, de mesures de mise en application de la législation et d'activités de contrôle social



Nombre d'interpellations réalisées sur le sujet



Nombre de personnes formées et participant aux activités de contrôle social




Nombre d'activités de contrôle/audit social des décisions publiques réalisées





AXE PRIORITAIRE 3. PROMOUVOIR LA CULTURE DE L'INTEGRITE DANS LE MONDE DES AFFAIRES

■ **COLLABORER AVEC LES ENTREPRISES ET LES GROUPEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ POUR INSTAURER LA CULTURE DE L'INTÉGRITÉ DANS LE MONDE DES AFFAIRES**

 Développer des outils et des normes pour aider les entreprises à améliorer l'intégrité dans leurs opérations et chaînes d'approvisionnement



Kit/outils de formation spécialisés disponibles




Nombre d'entreprises sollicitant l'appui de TI-MG en matière de promotion de l'intégrité et de lutte contre la corruption



Nombre de personnes/entreprises du secteur privé formées et utilisant le kit

■ **RENFORCER L'EFFICACITÉ DES DÉNONCIATIONS ET DES SANCTIONS CONTRE LA CORRUPTION DES ENTREPRISES**

 Avec les partenaires, les journalistes et les entreprises défavorisées, dénoncer l'influence opaque et excessive de secteurs d'activité et d'entreprises à haut risque sur le secteur public



Nombre d'interpellations et d'investigations réalisées sur le sujet



Nombre d'entreprises défavorisées osant dénoncer les mauvaises pratiques



Nombre de doléances reçues, transmises et traitées par les autorités compétentes



AXE PRIORITAIRE 4. RENFORCER L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

ELARGIR L'ESPACE CIVIQUE POUR LA TRANSPARENCE ET LA REDEVABILITÉ

- ✓ Initier et renforcer les normes de sécurité pour les militants et lanceurs d'alerte anti-corruption qui se battent pour la transparence et la redevabilité et collaborer à leur défense contre les menaces physiques, juridiques ou politiques



Un manuel de sécurité élaboré pour les cibles



Nombre de militants et de lanceurs d'alerte défendus et/ou protégés

- ✓ Identifier et rejoindre les campagnes contre les obstacles à l'exercice véritable des droits fondamentaux de l'homme et des libertés d'assemblée, d'association, d'expression politique, à la pratique d'un journalisme indépendant d'intérêt public et à l'accès à ce type de journalisme



Nombre de campagnes menées/intégrées pour défendre les droits fondamentaux de l'homme, les libertés publiques et la pratique d'un journalisme indépendant d'intérêt public

- ✓ Promouvoir un cadre juridique solide pour la protection des lanceurs d'alerte, l'application des lois par les autorités et leur mise en œuvre dans les lieux de travail



Adoption et application d'une loi pour la protection des lanceurs d'alerte

RENFORCER LE DISCOURS PUBLIC POUR UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION ET UNE MEILLEURE APPROPRIATION DES VALEURS ANTI-CORRUPTION

- ✓ Elargir les stratégies de communication pour parvenir à une plus grande éducation et sensibilisation de masse des citoyens sur les limites des discours anticorruption cooptés, et sur les valeurs qui sous-tendent le bon exercice du pouvoir



Diversification des moyens de communication et les adapter aux cibles pour un changement de comportement effectif



Un plan de communication contextualisé et évolutif disponible

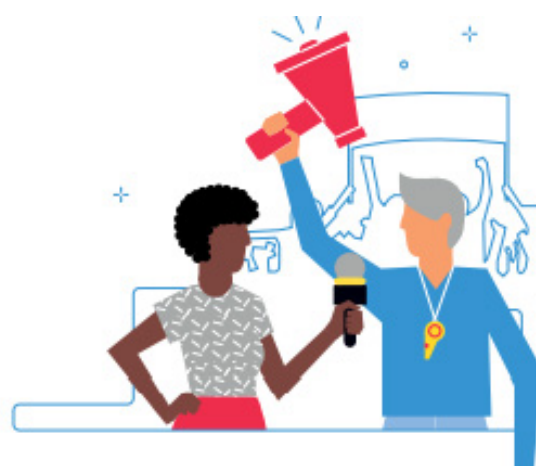
- ✓ Veiller à ce que les nouvelles campagnes de plaidoyer public, les nouvelles études et les nouveaux outils d'évaluation comparative soient conçus pour mieux mettre les dirigeants face à leurs responsabilités au regard des politiques anti-corruption, en incitant les citoyens à faire pression pour que soient réalisés des progrès mesurables et pérennes vers des résultats de qualité élevée



Nombre de recommandations adressées aux dirigeants pour une meilleure application des lois et mesures anti-corruption



Nombre d'acteurs mobilisés et engagés pour faire pression face aux dirigeants dans la lutte contre la corruption



■ CONTRIBUER À LA FORMATION D'UNE PROCHAINE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS CIVIQUES, PUBLICS ET PRIVÉS MIEUX ÉQUIPÉS POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

- ✓ Développer un programme plus coordonné d'éducation et de formations communautaires et professionnelles, identifier les compétences et les connaissances requises pour avancer vers un changement immédiat et à plus long terme, et en équiper les jeunes, les militants, les journalistes, les responsables publics et les dirigeants



Des curricula de formation en LCC adaptés et contextualisés disponibles et transférables



Nombre d'acteurs formés en lutte contre la corruption



60% des personnes formées ont suivi le plan d'actions de lutte concrète contre la corruption au quotidien

- ✓ Mieux collaborer avec les éducateurs, les journalistes, les artistes et tout allié pertinent, pour accroître l'impact des messages et actions de lutte contre la corruption auprès des citoyens



Nombre d'alliés informés des actions et des messages anti-corruption et valeurs-clés et rejoignant les campagnes de TI-MG



Nombre d'activités anti-corruption innovantes réalisées avec les alliés mobilisés





AXE PRIORITAIRE 5. EXPOSER ET COMBATTRE LA CORRUPTION BASEE SUR LE GENRE A TOUS LES NIVEAUX DE LA SOCIETE

INFLUENCER LES DÉCIDEURS PUBLICS ET L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'INITIATION DE RÉFORMES ET UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT VISANT À TACLER LES ASPECTS DE LA CORRUPTION LIÉS AU GENRE

- ✓ Collecter et produire des données fiables, ventilées par sexe, sur les aspects de la corruption liés au genre dans les secteurs d'intervention de TI-MG pour mieux informer le public et influencer la décision publique



Nombre de données fiables sur la corruption liées au genre issues de la recherche et d'investigations journalistiques



Nombre de sessions d'informations publiques organisées sur le sujet

- ✓ Plaider pour la révision des pratiques institutionnelles et culturelles qui tendent à favoriser la corruption basée sur le genre et assurer le suivi des réformes engagées



Nombre d'interpellations, de recommandations et d'actions de plaidoyer formulées/réalisées auprès des décideurs publics



Nombre de réformes initiées



Mesure d'impact des réformes initiées

■ INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION SEXUELLE À TOUS LES NIVEAUX DE LA SOCIÉTÉ

- ✓ Continuer à collaborer avec les établissements scolaires et universitaires pour sensibiliser / informer / former les élèves / étudiants à la culture de l'intégrité et les encourager à dénoncer les cas de corruption sexuelle dont ils sont victimes



Nombre d'établissements et d'élèves/ étudiants sensibilisés



Nombre d'établissements signataires et mettant en œuvre le PICEES (Pacte d'Intégrité Corporelle dans l'Education et l'Enseignement Supérieur)

- ✓ Encourager la dénonciation de la pratique de la corruption sexuelle par différents canaux de communication et faciliter la libération de la parole à travers des espaces de dialogue ouverts et des mécanismes de dénonciation accessibles et sécurisés



Nombre de dénonciations reçues, transmises et traitées par les autorités compétentes

- ✓ Collaborer avec des associations, ONG et autres structures militant contre les violences basées sur le genre pour assister et orienter les victimes



Nombre de partenaires et d'alliés engagés dans la lutte contre la corruption sexuelle avec TI-MG



Nombre de victimes accompagnées

NOS MOYENS DE MISE EN OEUVRE

Pour mettre en œuvre les actions programmées et atteindre les objectifs fixés, TI-MG compte sur les structures déjà mises en place, un staff dynamique et résilient et le soutien de ses partenaires et alliés.



Réseau de journalisme d'investigation destiné à exposer les faits de grande corruption



Centres destinés à accueillir, accompagner et orienter, à titre gratuit, les victimes de corruption



Programme de formation sur l'intégrité politique et la lutte contre la corruption à destination des jeunes



Programme de suivi et d'amélioration de la redevabilité parlementaire

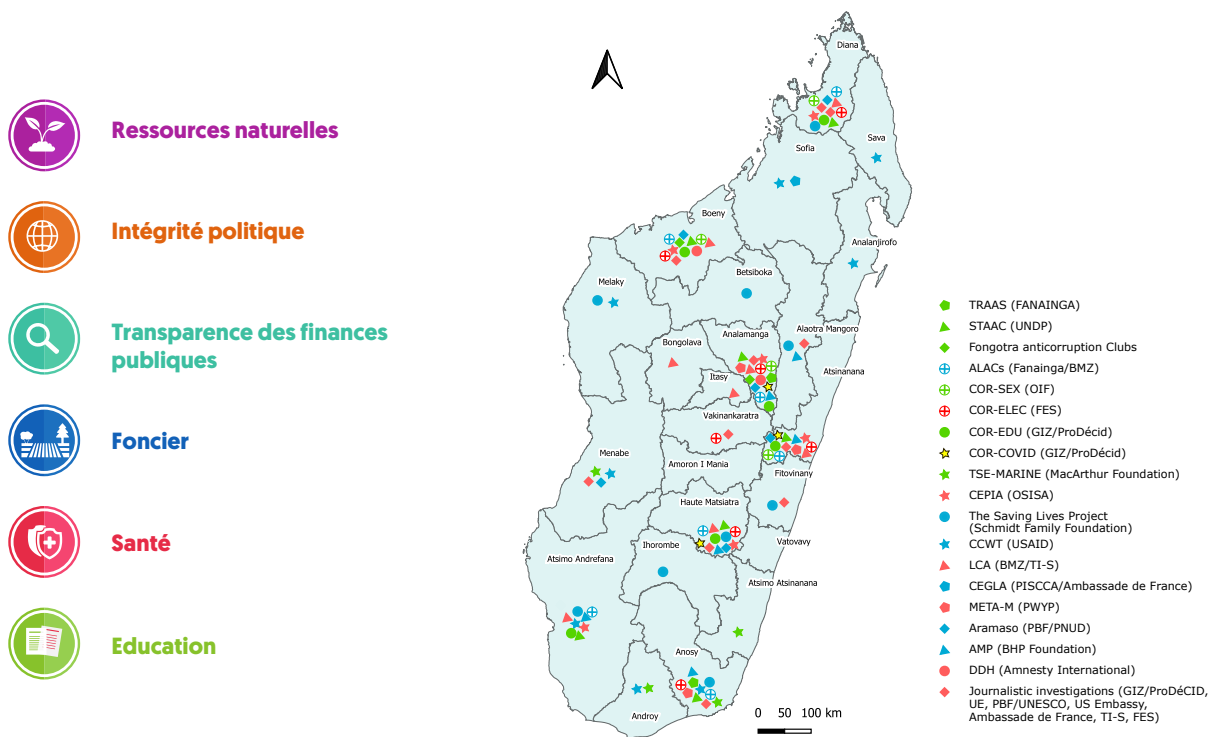


Clubs anti-corruption et d'apprentissage de la culture de la transparence, d'intégrité et de redevabilité, établis dans des établissements scolaires et universitaires volontaires

NOS PARTENAIRES



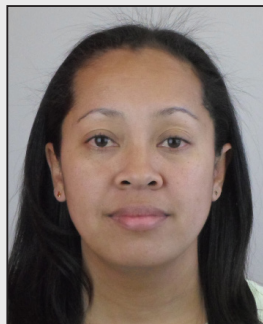
NOS SECTEURS D'ACTIVITES ET ZONES D'INTERVENTION



NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président :
Dominique RAKOTOMALALA



Trésorière :
Lisiniaina RAZAFINDRAKOTO



Conseiller :
Gérard ROFFIN



Conseiller :
**Kadera RABENARIJAONA
ANDRIANOTAHINA**

NOTRE STAFF



29

BASÉS À TANA

08

BASÉS EN RÉGION

03

STAGIAIRES

190+

SYMPATHISANTS

VOUS AUSSI, AGISSEZ AVEC NOUS !



SUIVEZ-NOUS sur :



Transparency International - Initiative Madagascar



Transparency Madagascar



Transparency International - Initiative Madagascar

+ IMPLIQUEZ-VOUS et devenez :

**Membre de nos CLUBS FONGOTRA
UN ÉTABLISSEMENT HÔTE D'UN CLUB FONGOTRA**

Envoyez-nous votre CV à l'adresse :
fongotra@transparency.mg

SYMPATHISANT

Envoyez-nous votre CV à l'adresse :
sympathisants@transparency.mg

+ FAITES UN DON !

Contactez-nous à l'adresse :
contact@transparency.mg

**TRANSPARENCY INTERNATIONAL -
INITIATIVE MADAGASCAR**

Villa Huguette (Rez-de-chaussée)
Lot II U 86 Cité Planton Ampahibe
Antananarivo 101- Madagascar

+261 (0)20 22 288 73
+ 261 (0)34 96 418 79

contact@transparency.mg
www.transparency.mg

Facebook: Transparency International -
Initiative Madagascar

Twitter: Transparency Madagascar